

## **Lettre ouverte au Climate Response Fund et au Comité organisateur scientifique**

Dr. Margaret Leinen,  
Climate Response Fund  
71 Stevenson Street, Suite 400  
San Francisco, CA 94105

Dr. Michael MacCracken,  
Chef du comité organisateur scientifique  
Climate Institute  
900 17<sup>th</sup> Street, NW, Suite  
Washington, DC 20006

### Objet : Conférence internationale d'Asilomar sur les technologies de modification du climat 22-26 mars 2010

En tant qu'organismes de la société civile et que mouvements sociaux cherchant à trouver des solutions constructives pour contrer les changements climatiques, nous désirons exprimer notre profonde inquiétude face à la rencontre organisée de façon privée sur la géoingénierie qui se déroulera prochainement à Asilomar, Californie. Son objectif déclaré, qui est d'« élaborer un ensemble de directives volontaires ou de meilleures pratiques permettant de procéder à des recherches et à des essais, de la façon la moins préjudiciable et risquée possible, sur les modifications du climat et les technologies en matière de géoingénierie proposées », nous engage trop rapidement dans une mauvaise voie, et ce, sans prévoir aucune limite de vitesse.

La géoingénierie englobe diverses manipulations technologiques à grande échelle du climat et des systèmes connexes, réalisées au moyen de techniques comme l'injection d'aérosols à base de sulfates dans l'atmosphère, la fertilisation des océans et le blanchissement des nuages. Or à l'heure actuelle, la priorité ne devrait pas consister à déterminer les conditions dans lesquelles ces expérimentations devraient avoir lieu, mais plutôt à savoir si la communauté des nations et des peuples considère la géoingénierie comme une avenue acceptable sur les plans technique, juridique, social, environnemental et économique.

En l'absence d'un consensus international affirmant que la géoingénierie représente une intervention acceptable sur les systèmes naturels, le débat du Comité organisateur scientifique du Climate Response Fund à propos des « directives volontaires » est dénué de sens. Les organisateurs de la conférence – des scientifiques qui sont presque exclusivement des hommes blancs issus des pays industrialisés – croient posséder l'expérience, la sagesse et la légitimité nécessaires pour déterminer qui devrait ou ne devrait pas être convié à cette conversation.

Il existe de nombreux scénarios où des expérimentations en géoingénierie ayant des impacts transfrontaliers constitueraient une violation de certains traités (la Convention sur la modification de l'environnement de 1978 et la « Convention ENMOD », entre autres). L'établissement de « directives volontaires » par un groupe non officiel se réunissant à Asilomar pourrait contrevenir aux lois locales, nationales ou internationales et compromettre les stratégies d'atténuation et d'adaptation. De plus, on a pu constater dans le passé que les directives volontaires ne sont tout simplement pas respectées par les grandes entreprises. Non seulement les

scientifiques qui prennent part à ce processus donneront leur bénédiction à des technologies de géoingénierie dangereuses, mais ils ne possèdent aucune autorité pour forcer les entreprises ou les gouvernements à les adopter.

L'enjeu des expérimentations à grande échelle en géoingénierie et de leurs impacts ne relève pas d'un examen technique des pairs. C'est une question de droits et de responsabilité, et c'est l'avenir de la planète qui est en jeu. Le débat public doit, au minimum, inclure les populations et les pays qui sont les plus vulnérables et susceptibles d'être affectés par la géoingénierie, et non pas seulement ceux qui en tireront des avantages. Une telle discussion ne peut avoir lieu sans la participation de tous les membres de l'Organisation des Nations Unies. En l'absence d'un tel débat, l'établissement de directives pour la recherche et les essais en géoingénierie est tout simplement prématuré et irresponsable.

Clairement, le manque de transparence et les conflits d'intérêts qui caractérisent l'organisation de la conférence suscitent de sérieuses interrogations et amènent à se demander qui prend les décisions et quels intérêts sont servis. Dans les quelques documents qui ont été publiés jusqu'ici<sup>1</sup>, il est indiqué que les donateurs (dont le nom n'est pas mentionné), le Climate Response Fund et le Climate Institute n'ont « aucun intérêt financier dans les aspects particuliers des technologies ou dans les directives établies ». Cependant, ces organisations se sont publiquement dites ouvertes à accepter les propositions et l'argent du secteur privé, y compris le soutien d'entreprises de combustibles fossiles et de fabricants d'automobiles. Enfin, malgré le fait qu'une liste des bailleurs de fonds ainsi que des précisions à propos de la conférence avaient été promises pour le 1<sup>er</sup> janvier 2010, aucun de ces noms n'a encore été rendu public.

Il est essentiel que le débat international sur la géoingénierie ne soit pas laissé entre les mains de ceux qui sont susceptibles de tirer profit de la facilitation et de la mise en œuvre de ces technologies. Cette question nous concerne tous et doit être débattue au grand jour, avec la participation de tous.

Ce n'est certainement pas à cela qu'on assistera en mars à Asilomar.

Signé par :

Accion ecologica, Ecuador  
African Biodiversity Network, Kenya  
Asia Pacific Research Network, Philippines  
Association Citoyenne pour le Suivi l'Etude et l'Information sur les Programmes d'Intervention Climatiques et Atmosphériques (ACSEIPICA), France  
Battle Creek Alliance, USA  
Biofuelwatch, UK-USA  
Canadians for Action on Climate Change, Canada  
Center for Food Safety, USA  
Centro ecologico, Brazil  
Centre for a World in Balance, International

---

<sup>1</sup> Voir la lettre de Michael MacCracken adressée au Groupe de géoingénierie Google, à [http://grouos.google.com/group/geoengineering/browse\\_thread/thread/a573142a46029eb8/56b306ddbd7c3498?Ink=gst&q=Asilomar+conference#56b306ddbd7c3498](http://grouos.google.com/group/geoengineering/browse_thread/thread/a573142a46029eb8/56b306ddbd7c3498?Ink=gst&q=Asilomar+conference#56b306ddbd7c3498).

CESTA- Friends of the Earth, El Salvador  
Citizens Against Chemicals Pollution (CACP), Japan  
Climate SOS, USA  
Coastal Development Partnership, Bangladesh  
Cooperativa por un Ambiente Biodiverso y Sustentable, CAMBIOS, S.C. de R.L., Mexico  
Council of Canadians (London), Canada  
Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN), International  
Diaz Renteria, Mexico  
Ecological Society of the Philippines, Philippines  
Enviro Show, USA  
Environmental Voices, USA  
ETC Group, International  
Farmers Forum-South Cotabato, Kalimudan Culture & Arts Center-Mindanao, Philippines  
Focus on the Global South, India, Philippines, Thailand  
Friends of the Earth, Australia  
Friends of the Earth, USA  
Gaia Foundation, UK  
Geoengineeringwatch, USA  
Global Exchange, USA  
Global Forest Coalition, International  
Global Justice Ecology Project, USA  
Green Delaware, USA  
Grupo de Reflexión Rural, Argentina  
Humboldt Bay Stewards, USA  
Indigenous Environmental Network, USA  
Institute for Social Ecology, USA  
International Center for Technology Assessment, USA  
International Forum on Globalization, USA  
International Institute of Concern for Public Health  
Island Sustainability Alliance, Cook Islands  
ISIS International, International  
Making Change, USA  
Marinduque Council for Environmental Concerns, Philippines  
Massachusetts Coalition for Healthy Communities, USA  
Massachusetts Forest Watch, USA  
Nadi Ghati Morcha, India  
Native Forest Council, USA  
NGO Publishing, USA  
NOAH, Friends of the Earth Denmark  
Oilwatch, International  
Pacific Indigenous Peoples Environment Coalition, Aotearoa/New Zealand  
Philippine Rural Reconstruction Movement  
Polaris Institute, Canada  
People's Movement on Climate Change, Philippines  
Physicians for Social Responsibility-Kenya  
Public Interest Law Foundation, Sri Lanka  
Red por una América Latina Libre de Transgénicos, Latin America  
Saronic News, Greece  
SEARICE, Philippines  
Seeds Action Network, Germany

Sewalanka Foundation, Sri Lanka  
Sibuyan Island Sentinels League for Environment Inc. (Sibuyan ISLE), Philippines  
Sol Communications, USA  
Sustainable Energy and Economy Network, USA  
SmartMeme, USA  
Tropical Nursery, South Africa  
Texas Climate Emergency Campaign, USA  
Third World Network, International  
Uganda Coalition on Sustainable Development, Uganda  
Winnemem Wintu Tribe, USA  
Women's Action for Change (WAC), Fiji  
Women and Media Collective, Sri Lanka

Pour signer cette lettre (organisations seulement), veuillez faire parvenir un courrier électronique au [signon@etcgroup.org](mailto:signon@etcgroup.org) comportant le nom complet de votre organisation, le pays et la personne-ressource.